

D É C R E T
DE LA
CONVENTION NATIONALE,

N.º 789.

Du 25 Avril 1793, l'an second de la république Française,

*Relatif aux Dépenses nécessaires pour les réparations
des Édifices appartenant à la République.*

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le rapport de son comité des domaines, décrète, en ajoutant à la disposition de la loi du 12 septembre 1791, que les directoires de département pourront autoriser les préposés à la régie des domaines nationaux, à faire sans adjudication & par économie, les dépenses nécessaires pour les réparations des édifices appartenant à la république, lorsque ces mêmes dépenses n'excéderont pas la somme de cent cinquante livres.

Visé par l'inspecteur des procès-verbaux. Signé JOSEPH BECKER.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 27 avril 1793, l'an second de la république Française. *Signé LASOURCE, président ;
MELLINET & G. DOULCET, secrétaires.*

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs &

Casse
fallo
FRL
10330
no. 71

Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs; en foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la république. A Paris, le vingt-septième jour du mois d'avril mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la république Française. Signé DALBARADE. Contresigné GONIER. Et scellée du sceau de la république.

Certifié conforme à l'original.

Relatif aux Départemens pour les républiques
des Eglises appartenant à la République.

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu
le rapport de son Comité des Domaines, du 10, en
votant la disposition de la loi du 10, relative
aux les directeurs de département pour l'achat et les
propres à la régie des Domaines Nationaux, & sans s'arrêter
au surplus & par conséquent, les dépenses nécessaires
pour les républiques des Eglises appartenant à la République,
ordonne ces mêmes dépenses n'exécute pas la somme
de cent cinquante livres.

Nous par l'Assemblée des députés de la République Française.

Par l'Assemblée des députés de la République Française, à Paris, le 10, l'an second de la République Française.

A PARIS.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

M. DCC. XCIII.

